

LE SAVOIR PARTAGÉ

REVUE DE L'ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS POPULAIRES DE FRANCE

UNIVERSITÉ POPULAIRE ET LIEN SOCIAL : LE CHOIX D'AGIR !

N° 6 - PRINTEMPS 95 - 35 F

Jacques Abrand
Michel Marc

Sommaire

UP ET LIEN SOCIAL : le choix d'agir !

Colloque des UP de France à Uzès, les 6 et 7 novembre 1994

Préliminaires	1
Denis Rambaud, Président de l'AUPF	
Introduction	2
Michel Marc, Président de l'UP de Bourges (Cher)	
Qu'entend-on par lien social ?	2
Michel Marc	
Le déclin des appartenances traditionnelles	4
Jacques Abrand, Directeur de l'association IDEE de Belfort (T.d.B.) (Institut pour le Développement, l'Education et l'Echange)	
Quel état des lieux peut-on dresser ?	7
Michel Marc	
Comment les UP peuvent-elles contribuer aujourd'hui au renforcement du lien social ?	9
Jacques Abrand et Michel Marc	
Revue de presse	13
VOYAGE DANS LES UP	
UP de la Drôme Provençale / Nyons	15
Rencontre avec des responsables d'UP en Autriche	16
BONNES FEUILLES	20
COLLOQUE 95	20

LE SAVOIR PARTAGÉ

Revue publiée par l'Association des UP de France (AUPF) avec le soutien de l'UP du Rhin

Prix : 35 F - Abonnement 4 numéros : 100 F

Ont participé à l'élaboration de ce numéro : Jacques Abrand, Michel Marc, Denis Rambaud, Inès Hurtrel

A.U.P.F. - UP du Rhin, Cour des Chaînes, 13 rue des Franciscains, Mulhouse (68100)

☎ 89.46.48.48 - Fax 89.45.75.45

Président : Denis Rambaud - Trésorier : Michel Marc - Secrétaire : Jacques Abrand

UP ET LIEN SOCIAL : LE CHOIX D'AGIR !

Préliminaires

Des ambitions réalistes et utopiques !

Denis Rambaud, Président de l'AUPF

En ouvrant ce colloque 1994 des UP de France, je remarque avec plaisir que le renouveau des Universités Populaires dans notre pays est bien réel :

- Nous n'avons pas hésité à choisir un sujet difficile : "Université Populaire et lien social"
- Le nombre de participants réunis aujourd'hui à Uzès montre que nous sommes nombreux à porter intérêt à ce thème.

Quelques réflexions pour introduire le débat :

La cohésion sociale dans notre pays se fissure,

Vivre ensemble est perçu par beaucoup de nos concitoyens comme de plus en plus difficile. Savons-nous encore ce que cela signifie ? Quels sont les responsables qui font encore la promotion de ce principe républicain ?

Nous savons que nous vivons une crise, nous sentons bien que c'est un moment de passage vers d'autres temps. Mais que seront-ils ?

La légitimité du statut associatif, de sa différenciation par rapport aux règles générales de l'individualisme ou de l'économie classique, c'est :

- ♦ apporter des réponses à ces interrogations,
- ♦ proposer des solutions pour vivre mieux ensemble.

Je vois pour nos associations, pour nos Universités Populaires, pour nos responsables, trois espaces de réflexions :

- L'obligation de profiter de notre problème de société (c'est une obligation d'interrogation et d'action) pour saisir les opportunités de développement dans notre secteur,
- Le refus de l'enfermement et de la réduction : nous devons refuser d'être réduit au traitement social de la crise. Nous devons mettre au point et susciter de nouvelles formes de l'activité humaine.
- L'ardente obligation d'anticipation, de créativité volontariste. Nous n'avons pas le droit de tout attendre de la créativité spontanée. Prenons nos responsabilités !

Ce sont toutes ces ambitions réalistes et utopiques que je souhaite à nos Universités Populaires en cette ouverture de notre colloque 1994 à Uzès.

Introduction

L'intervention de Jacques et moi-même n'a pas pour but de traiter le problème posé de manière magistrale. Par contre, elle devrait permettre de cadrer le thème et les questions qu'elles suscitent afin d'ouvrir un débat dont nous souhaitons qu'il soit riche.

Les Universités Populaires, lieux de partage du savoir, ont pour vocation d'accueillir des publics venus de tous les horizons de la société. De ce fait, traiter un thème tel que "UP et lien social" peut paraître aller de soi. En réalité, ce thème est porteur d'une problématique complexe que l'on pourrait décliner en multiples questions :

- Les UP ont-elles, ou doivent-elles avoir un rôle social, voire de ciment social ?
- Jouent-elles effectivement ce rôle ? Implicitement ? Explicitement ? Pourquoi ?
- Comment peuvent-elles assurer ce rôle ?
- Quelle(s) conception(s) de la citoyenneté se cache(nt) ici ?
- etc...

Cette problématique pourrait en fait se résumer à cette question : au-delà du partage de la culture et du savoir, quels sont les **enjeux** qui sont au coeur de la démarche des UP ?

Pour éclairer le débat, il semble pertinent d'avoir une démarche en plusieurs temps :

- Qu'entend-on par lien social ?
- Le déclin des appartenances traditionnelles
- Quel état des lieux du rôle des UP en la matière peut-on dresser ?
- A partir d'études de cas, quelles pistes, quelles perspectives peut-on ouvrir ?
 - ◆ Cas de Belfort
 - ◆ Cas de Bourges

Qu'entend-on par lien social ?

Michel Marc

L'expression semble assez claire : elle évoque le ciment qui lie les différents groupes sociaux (ou les individus au sein des groupes) pour donner à la fois cohésion et cohérence à la société.

On pourrait traduire cette idée par un certain nombre de mots clés et de leurs contraires, associés en tandems antagonistes :

Ce qui caractérise le lien social	Ce qui caractérise la faiblesse ou l'absence de lien social
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Partage ➤ Valeurs communes ➤ Rencontre, intégration, solidarité ➤ Connaissance de l'autre ➤ Tolérance ➤ Unité ... 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Egoïsme ➤ Individualisme ➤ Exclusion ➤ Négation ou ignorance de l'autre (→ Xénophobie, racisme) ➤ Intolérance ➤ Désagrégation ...

Vue à travers ce filtre, la notion de lien social reflète une certaine idée de la société et de son évolution. Le regard ainsi porté n'est pas neutre, et traduit une conception non indifférente de la citoyenneté : on retrouve là la traduction de valeurs qui fondent ou valident la démocratie.

Le lien social cimenter des groupes de tous type :

- ◆ familles, groupes socioprofessionnels, classes sociales, classes d'âge, groupes ethniques.

Et cela au sein d'ensemble géographiques d'échelles différentes :

- ◆ quartier, ville, département, région, pays, ensemble européen, voire au-delà.

En outre, le lien social peut aussi jouer entre des groupes différents : liens inter-génération, inter-ethniques... etc.

Tout cela se traduit par des formes ou des aspects différents du lien social. Sans vouloir ici dresser une véritable typologie, ce qui pourrait être fastidieux, on peut donner quelques exemples :

- ◆ associations pour défendre des intérêts professionnels (syndicats...),
- ◆ associations de loisirs, de quartier, de promotion de telle ou telle idée,
- ◆ échanges de tous types (scolaires, jumelages...),
- ◆ rencontres (colloques, rencontres culturelles, politiques...).

Certaines de ces formes peuvent être durables (associations), d'autres éphémères, voire ponctuelles. Les effectifs concernés peuvent considérablement varier.

Le statut même du lien peut différer :

- ◆ lien familial,
- ◆ lien institutionnel,
- ◆ lien associatif,
- ◆ lien professionnel, mais encore religieux, philosophique,... voire informel.

On s'aperçoit donc que derrière une définition à priori évidente de ce qu'est le lien social, se cache une réelle diversité, et même une réelle complexité. Repérer le rôle des UP dans ce fourmillement des réseaux qui assurent le lien social, c'est éclairer notre problématique. Mais cet éclairage ne donne son plein effet que si l'on a connaissance du contexte évolutif du lien social.

Lorsque Michel Serres, le philosophe, écrit dans son dernier ouvrage ("Atlas", Julliard, octobre 1994), je cite :

"Tout change aujourd'hui : les sciences, leurs méthodes et leurs inventions, la façon de transformer les choses ; les techniques, donc le travail, son organisation et le lien social qu'il suppose ou détruit...", il montre clairement cette évolution du contexte qu'on ne peut ignorer pour comprendre les enjeux.

C'est cet aspect que va développer maintenant Jacques Abrand.

Le déclin des appartenances traditionnelles

Jacques Abrand

Il y a déclin des appartenances traditionnelles

➤ *L'appartenance professionnelle*

Montée du chômage de longue durée. Précarisation des emplois : CDD, intérim, préretraites, contrats jeunes, petits boulots.

Instabilité des métiers : on n'est plus agriculteur, mineur ou ouvrier textile de père en fils, les technologies changent, il faut se reconvertir.

Déclin des appartenances corporatives et syndicales.

Les carrières professionnelles ne sont plus toutes tracées.

➤ *L'appartenance familiale*

Eloignement des lieux familiaux d'origine. Rétrécissement du cercle familial (cousins perdus de vue).

En ville, le coût du logement et les difficultés des transports séparent des parents et grands parents.

Familles monocellulaires, monoparentales, divorcés, veuves, personnes âgées ou handicapées isolées. Il n'y a plus de cocon familial assuré (contrairement à l'Afrique où les solidarités familiales atténuent la misère ambiante).

➤ *L'appartenance locale*

Il n'est plus facile de vivre et travailler au pays. La désertification des campagnes tue la vie de village.

Les restructurations urbaines tuent la vie de quartier. Les grandes surfaces tuent les commerces de proximité. Centres villes envahis par les bureaux, banlieues anonymes.

Il y a moins d'enracinement local.

➤ *Les appartenances idéologiques et civiques*

Partis, syndicats, associations militantes, églises voient fondre leurs effectifs. Le service militaire raccourcit et subit la contestation. Les mouvements de jeunesse, les fédérations d'éducation populaire, le socioculturel sont en recul.

La foi, les grandes utopies mobilisatrices (gaullisme, décolonisation, socialisme, tiers mondisme...) s'affaissent.

Engagement semble rimer avec embrigadement.

La vie politique suscite indifférence ou mépris (l'impuissance face au chômage, les affaires). L'abstention augmente. Il devient difficile de trouver des candidats aux élections municipales dans les petites communes.

Civisme, patriotisme, nation, sont des notions moins évidentes qu'autrefois.

L'Etat est concurrencé en bas par la décentralisation, en haut par la construction européenne.

Mondialisation, migrations relativisent le lien d'appartenance nationale.

➤ *Les relations sociales quotidiennes*

Avec l'explosion des techniques de communication (télévision, magnéscope, ordinateurs personnels, jeux électroniques, baladeurs, Minitel, banques de données, image virtuelle, câble, automatisation des services publics...), on s'isole davantage pour zapper, pianoter, manipuler un "joy stick", on s'enferme dans une bulle électronique et on s'adresse moins à son prochain.

Ce relâchement crée un risque de désagrégation sociale

➤ Le délitement des liens sociaux traditionnels peut déboucher sur une société éclatée, en miettes, moulue, c'est-à-dire composée d'individus isolés, livrés au chacun pour soi dans une société aux corps intermédiaires déclinants, de plus en plus dominée par la loi du marché. On en perçoit les conséquences dans toutes les couches de la population.

➤ C'est d'abord la marginalisation des pauvres et des faibles.

Nombre croissant des fins de droits, RMistes, mal logés, sans domicile fixe, exclus en tous genres que nous voyons faire la manche ou dont la misère nous est cachée.

- Ce sont les déviances qui s'ensuivent : violence, drogue, délinquance.
- C'est la constitution de solidarités régressives de groupes : bandes, autonomes, réseaux de drogue, sectes, repli sur les communautés ethniques d'origine, intégrisme.
- Quant à la classe moyenne des "inclus", qui forme le gros de la population et qui a la chance d'échapper à ces maux, elle apparaît comme une masse informe, inorganisée. En France - où la centralisation a longtemps tout polarisé autour de l'Etat - la vie associative passe pour la moins développée de tous les pays occidentaux. Cette masse (de "veaux" disent certains) aspire au consensus mou, mais désorientée, inquiète, sans projet collectif, s'avère versatile et émotive à l'image des émissions télévisées qui façonnent (ou reflètent) son univers mental : priorité à l'image sur le discours, à la forme sur le fond, à l'émotionnel sur le rationnel.

Mais la possibilité s'ouvre aussi (pour les "inclus") de créer des appartenances choisies

- Contrairement à l'image idyllique qu'on en donne parfois (cf. le spectacle du Puy du Fou sur la société paysanne mythique de jadis), bien des appartenances traditionnelles n'étaient pas seulement porteuses de solidarité, mais aussi souvent d'enfermement et d'autosurveillance. C'étaient des liens de dépendance qu'on ne choisissait pas : ils s'imposaient.
 - Travail : emprise patronale, paternalisme (on appartenait à Michelin ou Peugeot du berceau au tombeau).
 - Familles : mariages arrangés, dépendance de la femme et des enfants vis à vis du chef de famille.
 - Provinces : soumission aux prêtres et aux notables, conformisme.
 - Idéologies : celles qui ont le plus galvanisé les énergies dans ce siècle étaient totalisantes et totalitaires.
 - Cela n'empêchait pas la société traditionnelle d'avoir ses exclus. Le SMIG et la couverture sociale étaient loin des niveaux d'aujourd'hui. La misère frappait massivement familles nombreuses, vieux et handicapés. C'était aussi le temps des bidonvilles, des asiles psychiatriques et des maisons de redressement.
- Les vieux moules contraignants se sont estompés avec l'élévation des niveaux d'instruction, avec l'émancipation des femmes, avec la libération de la radio et de la télévision (et maintenant de la justice) de la tutelle gouvernementale (mais pas de l'argent), avec l'affranchissement des collectivités locales (décentralisation), avec le développement des possibilités de se déplacer et de communiquer, avec la réduction du temps de travail et l'allongement de la vie. Des espaces nouveaux se sont ouverts à l'exercice de la liberté individuelle.

Quiconque - en état de subvenir à ses besoins matériels - a bien plus qu'autrefois le choix de ses groupes et lieux d'appartenance. C'est le lien social à la carte et non plus comme menu imposé. C'est la possibilité de passer d'un individualisme replié, égoïste à un individualisme accompli, ouvert à autrui.

D'autres y ont rêvé avant nous : Tocqueville préconisait déjà de "remédier à la crise des communautés naturelles ou traditionnelles par des communautés volontaires ou électives, forcément moins fixes et rassurantes mais aussi moins étouffantes"; et Nietzsche voyait dans son "Ueberschmensch" (surhomme) un homme capable de vivre la pluralité sans névroses, sans la nostalgie d'une "substantialité" rassurante, mais aussi toujours punitive et disciplinaire".

On observe effectivement, dans la période récente, une poussée de la vie associative : il se crée chaque année plus d'associations qu'autrefois et des préoccupations nouvelles, altruistes, sont mises en avant : environnement, droit au logement, aide aux chômeurs, antiracisme, action humanitaire, féminisme, sexualité, 3e âge. Mais on constate aussi qu'il s'agit souvent d'un engagement conjoncturel, éphémère et que le gros du public associatif - qui draine plutôt des couches aisées de la population - se porte surtout sur le sport, l'art, la culture, avec des comportements butineurs qui sont plus ceux d'usagers, de consommateurs, que de militants. Le nouveau tissu social paraît bien léger.

Quel état des lieux peut-on dresser ?

Michel Marc

A priori, on peut penser que les UP ont joué et continuent à jouer un rôle intégrateur :

- en général, leurs statuts prévoient un accès ouvert à tous,
- le slogan de l'UP de Bourges, devenu celui de l'AUPF confirme cette philosophie : "le savoir partagé",
- dans la plupart des cas, la variété des formations proposées va dans le sens de cet accès pour tous au savoir.

De nombreux exemples de ce rôle intégrateur pourraient d'ailleurs être donnés. Sans dresser de liste exhaustive, et parce que le débat vous permettra de compléter cet aspect des choses, donnons là encore quelques exemples :

- à Uzès : intégration ethnique et/ou sociale (cours d'alphabétisation, etc...),
- à Belfort, Mulhouse, Orange : modules favorisant l'intégration professionnelle (le cas de Belfort sera développé après par Jacques Abrand),
- à Sancergues (Cher) et au Blanc (Indre) : revitalisation du tissu social rural par des actions de formation culturelle,

- à Bourges, le partenariat instauré avec d'autres associations renforce le tissu social et contribue à structurer le paysage culturel. En outre, les contacts avec le B.I.J. et le B.I.R. (bureau d'information des jeunes, bureau d'information des retraités) a permis depuis longtemps un contact intergénération apprécié.
- etc...

Le tableau ainsi brossé paraît plutôt satisfaisant, et vous saurez l'étoffer par d'autres exemples. Et, à la question "Les UP contribuent-elles au lien social ?", on peut répondre oui.

Pour autant, faut-il se contenter de ce satisfecit, ou au contraire regarder les choses de plus près ?

En réalité, pour avoir une idée précise de la contribution des UP au lien social, il faudrait construire un outil adéquat d'analyse, reposant sur des critères précis et permettant une enquête sérieuse. Cet outil n'existe pas, et le manque de temps ne nous a pas permis de remédier à cette carence avant le présent colloque. Nous ne sommes pas, toutefois, complètement démunis. Outre les éléments épars évoqués plus haut, il est un critère qui, parmi d'autres, permet de mesurer le rôle de chaque UP en matière de lien social. Ce critère est la structure socioprofessionnelle ou socioculturelle de l'auditorat. Certes ce critère présente un double inconvénient :

- il n'est pas fourni par toutes les UP,
- il n'est qu'un indicateur partiel, et devrait être comparé à d'autres.

Il n'en conserve pas moins sa valeur indicative.

On s'aperçoit ainsi que plusieurs UP (Bourges, Mulhouse...) ont une structure d'auditorat assez proche :

- nette majorité de femmes,
- nette majorité de gens diplômés (Bac +...)
- tranche d'âge la plus présente : les 30-45 ans
- ... etc

Pour grossir le trait, on pourrait dire qu'à Bourges on a un auditorat dont le noyau dur est constitué de bourgeoises du centre-ville et d'enseignants. Il y a donc là un public culturellement, voire socialement, très nettement défini. On est loin d'un large éventail social, voire ethnique, alors que Bourges compte plus de 15 ethnies différentes. (Le cas de Bourges sera évoqué plus précisément après). On peut donc se demander : en l'occurrence, quid du lien social ?

Certes d'autres UP présentent des profils bien différents. Mais on voit bien là les limites de notre action, en même temps que le champ qui reste à couvrir. C'est pour cela qu'il nous a paru intéressant d'aborder une 4ème partie.

Comment les UP peuvent-elles contribuer aujourd'hui au renforcement du lien social ?

Jacques Abrand

Généralités

- Les Universités Populaires créent du lien social. Non seulement parce qu'elles constituent, comme toute activité associative, un foyer de convivialité, mais aussi parce que leur fonction - qui est de former, donc d'élever - a une vertu intégratrice. Encore importe-t-il de distinguer - nous semble-t-il - selon que les formations dispensées relèvent d'un raffinement culturel personnel ou sont porteuses de cohésion collective et selon qu'elles touchent un public de condition aisée ou modeste. L'oénologie ou l'astrologie - pour prendre des exemples caricaturaux - ne sont pas équivalentes à l'alphabétisation ou à l'aide aux devoirs. Certes en pratique, les options ne se présentent pas d'une façon aussi tranchée et, de toutes façons, les choix doivent tenir compte des demandes et préférences remontant du terrain. Il n'empêche que la vocation historique des Universités Populaires nous invite à orienter nos formations en fonction des principaux enjeux collectifs actuels.
- Vis à vis de la fracture sociale majeure qu'est le chômage de longue durée, avec son cortège d'exclusions : les Universités Populaires n'ont guère de prise directe. Elles ne sont ni des services sociaux, ni des structures de formation professionnelle, ni des associations caritatives. Mais elles peuvent chercher à s'insérer sur le marché - financé par d'importants crédits publics - des formations destinées à diverses catégories de personnes en difficulté : soutien scolaire, alphabétisation, remise à niveau, insertion... ATD Quart-monde a même créé des "Universités Populaires du quart monde".
- Vis à vis des milieux populaires de condition modeste, socialement non marginalisés, mais culturellement réfractaires aux cours ou conférences : des actions de sensibilisation concrètes et vivantes sont envisageables. Par exemple des rencontres de libre discussion avec des responsables locaux en charge de problèmes de vie quotidienne (directeur d'école, commissaire de police, chef des pompiers, responsable des transports en commun...) ou des visites guidées d'entreprises et d'équipements publics (poste, gare, gendarmerie, ateliers municipaux, maison de retraite...).
- Vis à vis du public des classes moyennes, plus ouvertes à la formation : il s'agit d'aider à la compréhension des grands enjeux actuels. Alors que consciences et mentalités sont en retard sur un réel de plus en plus complexe et qui change de plus en plus vite, le média dominant - la télévision - fait dans l'hyper simple et préfère séduire qu'expliquer.

Aussi un travail de vulgarisation est à accomplir notamment en matière de :

- ♦ nouvelles technologies (en s'appuyant sur les centres de culture scientifique et technique),

- ♦ lecture critique de la télévision,
- ♦ environnement, écologie,
- ♦ développement local (avec la décentralisation, la citoyenneté n'est plus seulement nationale mais locale),
- ♦ cultures et pratiques d'autres peuples.

Le cas de Belfort

A chacun de chercher des réponses adaptées à son contexte local. Voici, à titre indicatif et soumis à votre réflexion critique, trois axes de réponse que nous nous efforçons de mettre en pratique dans le Territoire de Belfort.

Aider à comprendre le monde qui nous entoure

- Conférences-débats gratuites (environ une par mois). Exemples : le sport et l'argent, télévision et éducation, l'écodéveloppement, les autoroutes de l'information, mémoire et médias, l'aide au développement, tous parents tous différents...
- Diffusion de dossiers documentaires (extraits de presse ou de livres) et de brochures de vulgarisation (comptes rendus synthétiques de débats) sur ces sujets et sur d'autres : droit de vote des femmes, décentralisation, conseils de quartier, logement social, aménagement local, réussite scolaire, aménagement universitaire...
- Cycles de conférences de l'Université Ouverte (25 conférences par an, 225 F) : nous en choisissons les thèmes, après consultation des usagers, et l'Université choisit les intervenants. Aux thèmes classiques de culture personnelle (littérature, musique, civilisations, médecine...) nous essayons d'ajouter des thèmes de culture collective (problèmes de société), au risque d'attirer moins d'auditeurs.
- Visites commentées gratuites d'équipements publics et d'entreprises (pompiers, poste, bibliothèque, imprimerie de presse, entreprise d'insertion, maison de l'environnement, CCAS...).
- Voyages et séjours en France ou à l'étranger mêlant tourisme et découverte culturelle et civique.
- Formations pour élus locaux : nous avons demandé et venons d'obtenir l'agrément du Ministère de l'intérieur.

Promouvoir les valeurs républicaines

Les Universités Populaires (et la Ligue de l'enseignement à laquelle nous sommes également affiliés) expriment une conception de la vie collective et des valeurs que nous croyons devoir promouvoir (à l'écart bien sûr des clivages partisans) : libre examen, tolérance, pluralisme, laïcité, intérêt général, solidarité, antiracisme...

A ce titre nous venons par exemple d'adhérer à MTT (Média Télévision Téléspectateurs), association d'usagers des médias qui cherche à défendre les intérêts des téléspectateurs. Nous réfléchissons aussi à la mise en place éventuelle d'une formation pour téléspectateurs.

Autre exemple : comme nos adhérents ont fait un circuit en autocar en Vendée, avec arrêt au spectacle du Puy du Fou, nous leur avons remis une brochure signalant les aspects contestables de ce spectacle, tant en termes de vérité historique que de valeurs républicaines.

Coopérer avec les associations et avec les collectivités locales

Nous organisons quasi systématiquement toutes nos conférences-débats en partenariat avec des associations ou institutions locales concernées par le sujet : Comité olympique et sportif, CDDP, fédération écologique, associations humanitaires, CNET, Ligue des droits de l'homme, Inspection d'académie, Centre des cultures méditerranéennes...

Nous avons la chance - et notre cas est sans doute assez rare - que les collectivités locales (essentiellement la Ville de Belfort et le Conseil Général) acceptent de nous confier des missions rémunérées à caractère plutôt expérimental et à contenu évolutif. Actuellement :

- ♦ maintenance de l'informatique communale (dans les 2/3 des communes du département),
- ♦ suivi d'études dirigées dans des écoles primaires,
- ♦ appui technique aux assistantes sociales pour l'insertion de certains RMIstes,
- ♦ accueil de cours de capacité en droit,
- ♦ coopération décentralisée avec des collectivités d'Europe de l'Est et du Maghreb.

Ces missions nous permettent d'acquérir à la fois une expérience de la gestion publique et de la vie locale, qui nous aide dans notre travail de formation civique, et aussi une marge de financement pour notre activité d'Université Populaire proprement dite.

Le cas de Bourges

Le contexte

La structure de la ville, complexe, est notamment marquée par une forte coupure entre la ZUP-Nord et le centre-ville. Cette coupure est géographique, mais aussi socioculturelle et psychologique.

Le constat

Ce constat n'évolue guère : la ZUP est très sous-représentée dans l'auditorat de l'UP, alors qu'elle compte plus du quart des habitants de la ville.

Les tentatives de remédiation

Elles ont revêtu jusqu'à maintenant 2 formes :

- amélioration de l'information,
- proposition d'activités en ZUP-Nord.

Force est de dresser un constat d'échec. Bien sûr, nous avons essayé de dépasser ce stade et d'analyser les causes de l'échec. Nous avons pu en identifier certaines :

- notre fonctionnement, essentiellement basé sur le bénévolat, montre ses limites : on ne peut pas tout faire, et tout faire bien.
- les actions proposées se déroulaient à l'I.U.T. lieu peu attractif pour les gens modestes, semble-t-il.
- la diffusion en grand nombre de notre plaquette était du gaspillage : sa présentation et son contenu n'étaient pas de nature à séduire le public de Bourges-Nord.

Partant de cette analyse succincte, nous pourrions envisager des solutions :

- adhérer au contrat de ville (... mais cela pose une fois encore le problème du bénévolat)
- négocier des accords de partenariat avec les associations issues de la ZUP (mais le terrain est miné...)
- prévoir des modules mieux ciblés, des lieux mieux choisis...

Aucune d'entre elles n'est facile à mettre en oeuvre ; on le voit à la lueur de cet exemple : que les UP veuillent développer leurs interventions génératrices de lien social peut paraître légitime, mais pour autant pas forcément simple.

□

REVUE DE PRESSE

UZES

Midi Libre 18/12/94

Social

Un fructueux colloque national des Universités populaires

■ L'association des Universités Populaires de France avait choisi Uzès; et plus particulièrement le siège de l'U.P. de l'Uzège, 18 rue du Docteur-Blanchard, pour y tenir durant deux jours un colloque national.

Dans un premier temps, Jean-Luc Chapon et son adjoint à la culture, Marc Alban Silhol, recevaient en mairie les participants venus de la France entière, qui se retrouvaient ensuite répartis en ateliers.

Christiane Arnold, responsables des U.P. locales à Mulhouse et Piggy Hennat, fondatrice de l'U.P. de Montauban, apportèrent un soutien apprécié aux créateurs d'U.P. et aux U.P. récentes alors que Jean-Louis Villaume, directeur de l'Agence de gestion des entreprises culturelles Grand Sud, traita des outils de gestion des animateurs (obligations sociales, fiscales, fiche de paye).

Tout le monde se retrouva pour la soirée « Chansons françaises » talentueusement animée par Jeanne Santos.

U.P. et lien social

Les interventions de Jacques Abrand, directeur de l'U.P. de Belfort, et Michel Marc, président de l'U.P. du Berry sur le thème de « U.P. et lien social » étaient particulièrement attendues.

Michel Marc essaya de définir ce qu'on entend par lien social, « le ciment qui lie les



Les souhaits de bienvenue de Martine de Fontanes en présence de Jean-Luc Chapon et Marc Alban Silhol.

différents groupes sociaux (ou les individus au sein des groupes) pour donner à la fois cohésion et cohérence à la société », puis dressa un état des lieux du rôle des U.P. en la matière. « Les U.P. ont joué et continuent à jouer un rôle intégrateur » a-t-il ponctué son discours citant en exemple l'Université populaire de l'Uzège qui par ses cours d'alphabétisation contribue à une intégration ethnique.

Jacques Abrand s'attardait sur le relâchement actuel du lien social, notant le déclin des appartenances traditionnelles (professionnelle, familiale, locale, idéologique et civile, quotidienne) et redoutant un risque de désagrégation sociale malgré une poussée de la vie associative.

Les deux orateurs à partir d'études de cas (Belfort et Bourges) précisaient quelles pistes, quelles perspectives

peuvent se dégager : adhérer au contrat de ville, négocier des accords de partenariat avec les associations issues de la ZUP, prévoir des modules mieux ciblés, des lieux mieux choisis.

Le repas en commun qui s'ensuivit permit de poursuivre des débats fort animés prouvant l'intérêt qu'avaient apporté les participants à ce colloque remarquablement organisé.

A L'UNIVERSITE POPULAIRE

APRES LE COLLOQUE



Un colloque national a réuni à Uzès les représentants de 18 Universités Populaires de France. Le thème de ces deux journées était "L'U.P. et le lien social", réflexion sur un sujet d'actualité dans un monde où ce lien est plus que primordial. Les U.P., dont la fonction est de former, donc d'élever, jouent un rôle important dans la vie sociale d'aujourd'hui.

Notre photo : Martine de Fontanes, Présidente de l'U.P. d'Uzès, entourée des intervenants, de Marc Silhol, adjoint à la Culture, et de Jean-Luc Chapon, Maire d'Uzès et Conseiller Général et du Président des U.P. de France lors de l'apéritif qui s'est déroulé au Foyer communal.

Républicain d'Uzès 6/1/95

Un colloque va réunir les Universités Populaires de France, à Uzès, sur le thème : "Université Populaire et lien social". Une cinquantaine de participants sont déjà inscrits. Ces journées (les 3 et 4 décembre) sont ouvertes à tous, notamment aux administrateurs d'associations qui désirent des renseignements sur les outils de gestion des animateurs ou sur le fonctionnement des associations s'apparentant à des entreprises par leur volume financier géré et leurs salariés. Contact UP. Tél. 66.22.47.02.

Républicain d'Uzès 25/11/94

COURS, COLLOQUE

samedi 3 et dimanche 4

COLLOQUE DES ASSOCIATIONS DES UNIVERSITES POPULAIRES DE FRANCE

Les journées du colloque sont ouvertes à tous et notamment à ceux qui, administrateurs d'association ou en passe de le devenir, désirent des renseignements sur les outils de gestion des animateurs ou sur le fonctionnement général d'associations. Informez-vous pour participer au colloque en nous contactant à l'UP, rue 18 du Dr Blanchard, Uzès ☎ 66.22.47.02. de 15h à 19h.

Regard 12/94

Colloque national des Universités populaires

■ L'association des Universités populaires de France tient un colloque national durant deux jours au siège de l'U.P. d'Uzès, 18 rue du Docteur-Blanchard, selon le programme suivant :

Samedi 3 décembre :

- à 16 h 30, ateliers : accueil et soutien aux créateurs d'U.P. et aux U.P. récentes animé par Christiane Arnold, responsables des U.P. locales à Mulhouse et Piggy Hennat, fondatrice de l'U.P. de Montauban, les outils de gestion des animateurs (obligations sociales, fiscales, fiche de paye...) avec comme intervenant Jean-Louis Villaume, directeur de l'Agence de gestion des entreprises culturelles Grand Sud,
- à 20 h, repas et soirée *Chansons Françaises* avec Jeanne Santos.

Dimanche 4 décembre :

- à 8 h 30, visite de la ville (secteur sauvegardé) avec Ariel Balmassière, architecte,
- à 9 h 30, approche des U.P. en France,
- à 10 h 30, Université populaire et lien social par Jacques Abrand, directeur de l'U.P. de Belfort, et Michel Marc, président de l'U.P. du Berry.

Ces journées sont ouvertes à tous, notamment à ceux qui, administrateurs d'association ou en passe de le devenir, désirent des renseignements sur les outils de gestion des animateurs ou sur le fonctionnement général d'associations s'apparentant à des entreprises par le volume financier géré et le nombre de salariés.

Renseignements
☎ 66.22.47.02. U.P. de l'Uzège
Pascal Jullien.

Midi Libre 25/11/94

VOYAGES DANS LES UP

Les Universités Populaires de la Drôme Provençale (Nyons) et de Salzburg (Autriche) inaugurent cette nouvelle rubrique. Elle nous permettra de faire connaître au fil de nos publications la diversité et la richesse des Universités Populaires de France et d'Europe.

Université Populaire de la Drôme Provençale / Nyons

Date de création Juin 1990

Adresse 15 avenue Paul Laurens à Nyons (Drôme)
Téléphone 75.26.48.11 *Fax* 75.26.32.81

Président Christian JEANNOT
Directeur Frédéric BISE

Nbre d'adhérents 320

Nbre d'usagers + de 3000 (toutes activités confondues)

Aire géographique d'intervention

Cantons de Nyons, Buis les Baronnies, Sèderon et Rémuzat

- Activités*
- Ateliers, cours et stages : langues, oenologie, arts plastiques, théâtre
 - Spectacles, concerts (Rencontres Méditerranéennes, Festival de Contes et Rencontres, Concerts Rock, Théâtre)
 - Expositions tous les mois (photos, peinture, artisanat, sculpture...) espace ouvert en priorité aux jeunes artistes et artisans de la région
 - Centre de Loisirs avec mini-camps en hiver et en été, accueil à la journée pendant toutes les vacances scolaires de 4 à 15 ans.
 - Formation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)
 - Point Informations Jeunesse (P.I.J.)

L'Université Populaire vient d'éditer un Atlas Sonore sur la région des Baronnies.

C'est un recueil d'enregistrements, de récits, de chansons, de musiques et de bruits mettant en valeur toute la force et la richesse de la tradition "Baronnarde" qui a su préserver une culture entre Dauphiné et Provence.

Après 5 années de fonctionnement, l'Université Populaire va profiter en 1995 pour faire le bilan global de ses activités et mesurer le chemin parcouru depuis 1991 notamment sur les pratiques culturelles de la population des Baronnies.

L'ouverture à Nyons dans les prochaines années, d'un centre de loisirs avec hébergement reste un des projets phares de notre association.

Rencontre avec des responsables d'UP en Autriche

Jacques Abrand (IDEE, Belfort) et Denis Rambaud (UP du Rhin, Mulhouse) ont effectué une mission d'étude auprès des organismes d'éducation permanente du Land de Salzbourg (Autriche) du 5 au 7 décembre 1994.

Cette mission d'étude s'inscrivait dans le cadre d'échanges organisés par les ministères français de la Jeunesse et des sports et des Affaires étrangères.

Le Land de Salzbourg compte 80.000 habitants, répartis dans 118 communes, dont 140.000 habitants pour la ville de Salzbourg. La seconde ville, Hallen, a 20.000 habitants. Il est l'un des 9 Länder de l'Autriche, lesquels totalisent 8 millions d'habitants. Pas de grosses entreprises industrielles, activités surtout tertiaires (tourisme).

Le programme des trois jours de rencontres a notamment porté sur l'Université populaire du Land, sur l'une de ses 58 antennes en milieu rural et sur un organisme d'animation civique.

L'Université Populaire (Volkshochschule) du Land de Salzbourg

L'Autriche compte 286 universités populaires de statuts divers (certaines sont municipales, d'autres appartiennent à des associations ou à des chambres professionnelles de salariés) et de tailles variables, parfois fédérées en réseaux locaux, parfois autonomes.

Elles sont regroupées, au plan national, dans une fédération (Dachverband) qui joue un rôle en matière de documentation, de formation de formateurs, de répartition des subventions du Bund, de représentation internationale (notamment pour la délivrance des certificats de langues vivantes).

L'Université populaire que nous visitons est organisée en réseau (Verein) à l'échelle du Land de Salzbourg avec deux secteurs : Salzbourg Ville – dont le directeur est M. Kotrba qui nous reçoit – et d'autre part le milieu rural comportant 58 antennes, implantées dans plus de 80 communes (sur 118) et regroupées en 7 pôles (Bezirke, correspondant à nos arrondissements).

En 1993/94 (2 semestres)	Ville	Milieu rural	Total
Nombre de cours organisés	1.453	2.830	4.283
Nombre de participants	19.577	26.892	46.469

- Les formations dispensées sont très diversifiées : matières scolaires (notamment préparation du baccalauréat "Matura" et préparation de l'examen d'entrée à l'Université pour ceux qui n'ont pas ce diplôme), aide et rattrapage scolaire, langues vivantes (c'est l'activité principale, 830 cours réunissant 9.200 participants dont : anglais 35 %, italien 27 %, français 12 %, espagnol 7,5 %, allemand pour étrangers 10,6 %, autres langues 7 %), expression, psychologie, pédagogie, personnalité, santé, nutrition, philosophie, religion, politique, arts et culture, écologie, économie, informatique (30 salles dans le Land), gestion domestique, secourisme, activités manuelles, danse, gymnastique, sport...

- Les cours sont organisés surtout en fonction de la demande mais aussi des préférences des responsables d'antennes (dont ils discutent notamment lors de leurs conférences annuelles). Pour les langues, la difficulté est de constituer en milieu rural des groupes de niveaux différents comportant un nombre adéquat de stagiaires. Il existe peu de laboratoires de langues, les enseignants ont le choix entre 3 livres et méthodes. Les cours ou conférences à caractère civique (politique, problèmes de société), bien que gratuits (car subventionnés par le Land), attirent peu de monde.
- Autres activités proposées : des enseignements pour adultes pendant l'été, des formations pour les enseignants, des conférences, des excursions et voyages.
- Locaux : à Salzburg, le siège comporte 20 salles de cours remplies du matin au soir et de 30 autres lieux d'implantation dans les quartiers. Mais en ville comme encore plus en milieu rural, il n'y a pas assez de locaux municipaux, aussi 70 % des cours ont lieu entre 18h et 22h dans les écoles.
- Personnel : au siège 20 permanents, dont 7 à profil pédagogique. S'y ajoutent des bénévoles qui s'occupent de l'université en plus de leur métier (beaucoup sont des enseignants) et perçoivent à ce titre des indemnités proportionnelles au nombre de cours dont ils organisent la programmation (environ 500 F par cours semestriel organisé). S'y ajoutent aussi un millier d'intervenants vacataires. Pour les langues, un intervenant perçoit 270 schillings net soit 135 F pour 50 minutes d'enseignement. Ce sont des honoraires et pas des salaires, donc sans cotisations sociales patronales, ce qui pose un problème latent ("un chien dormant"). Un autre problème : 70 % des bénévoles et des intervenants sont des enseignants habitués aux jeunes et parfois timorés ou maladroits devant des adultes. On essaie de les former.
- Tarifs : ils sont calculés pour un nombre minimum de 8 participants (maximum : environ 20). S'il y en a moins, on augmente le prix ou on réduit la durée du cours.
- Participants : 75 % de femmes (c'est vrai aussi dans toute l'Autriche). Les hommes, il est vrai, participent à d'autres associations (sport, musique) et suivent surtout des formations professionnelles. Age : majorité entre 30 et 50 ans, mais aussi 1/5 de 20 à 30 ans. Profil professionnel : employés et fonctionnaires 55 % en ville et 30 % en milieu rural, ménagères 15 % en ville et 27 % en milieu rural, retraités 10 % en ville et 5 % en milieu rural, ouvriers 5 % en ville et 9 % en milieu rural. Pas d'agriculteurs : ils ont leurs propres associations. Donc essentiellement des classes moyennes. Peu de riches, peu de pauvres.

La participation de la population (environ 50.000 personnes sur 480.000 habitants, soit 8 à 10 % tant en ville qu'en milieu rural) est la plus forte d'Autriche. Elle est en progression depuis 10 ans (alors qu'elle reste stable dans le reste de l'Autriche). Elle peut s'expliquer par le fait que l'Université Populaire est organisée au niveau du Land : mêmes tarifs, mêmes honoraires aux intervenants, même présentation des programmes, ce qui crée une dynamique et une cohérence.

- Information de la population sur les activités pratiquées : elle se fait par plusieurs canaux. En début de semestre une publicité payante est faite à la radio, mais pas dans les journaux locaux (publicité coûteuse et peu efficace), lesquels pour autant rendent bien compte des activités de l'Université Populaire. Utilisation aussi d'affiches A2 et de prospectus.

Mais le principal support d'information est de très loin la diffusion massive du programme des activités (coût : 1,2 millions F par an) :

- ♦ **Ville de Salzbourg** : 1 brochure de plus de 300 pages au 1er semestre (automne) et une plus légère au 2e semestre (printemps). Tirage : 20.000 exemplaires, diffusés dans les lieux publics.
- ♦ **Milieu rural** : 7 brochures (une par Bezirk) pour chaque semestre, de 20 à 150 pages. Tirage : 70.000 exemplaires, diffusés en boîtes à lettres.
- **Budget annuel** : 21 millions F dont les 2/3 viennent des droits d'inscription des usagers (très peu de prise en charge par les entreprises), 1/3 viennent des subventions des collectivités territoriales (Land : 2 millions F, Ville de Salzbourg : 1,8 million F, communes : 0,8 million F). Le Bund et les chambres professionnelles contribuent peu. Il y a 15 ans, les subventions publiques étaient d'un montant égal aux participations des usagers. Les difficultés des finances publiques ont obligé à solliciter davantage ces derniers qui paient environ 40 F par heure de cours.
- **Notoriété** : l'Université Populaire est bien connue de la population et jouit d'une image positive et meilleure qu'autrefois où on la traitait parfois, en plaisantant, d'école de cuisine et de couture pour ménagères. Elle ne semble pas souffrir de la concurrence de la télévision (les gens et particulièrement les femmes continuent à aller le soir à l'Université Populaire), ni des manifestations culturelles, classiques (festivals...) ou alternatives (artistes, écrivains, poètes, danseurs non reconnus officiellement mais jouissant d'une bonne audience locale).

Une antenne rurale de l'Université Populaire : le centre de formation (Bildungszentrum) de Saalfelden

Ce centre, situé dans des locaux très modernes de la commune rurale de Saalfelden, 13.000 habitants (20.000 avec les alentours), est présidé par le Maire. Il nous est présenté par son responsable, M. Schügerl, qui en dehors de son travail d'enseignant à temps plein, lui consacre tout son temps libre et ne perçoit qu'une indemnisation modeste.

Le centre est à la fois une bibliothèque et une Université Populaire (Volkshochschule). Il a 2.000 adhérents et 150 groupes comportant 80 % de femmes suivent des formations de tous ordres (des langues à la danse du ventre) le matin, en début et en fin d'après-midi, ainsi qu'après dîner.

Un organisme d'animation civique : l'établissement de formation (Bildungswerk)

Cet établissement très original (dont d'autres exemples nous a-t-on dit existent aussi en Basse Autriche) nous a été présenté par Mme Munz, conseillère pédagogique. Créé en 1956, il mène sur le Land de Salzbourg des opérations d'animation civique et culturelle :

- "Miroir communal" (Gemeindespiegel). La population d'une commune est invitée à une réunion (environ 150 personnes viennent en moyenne) et on leur demande de faire connaître leurs problèmes de vie collective. On en fait la liste puis on constitue 2 ou 3 groupes de travail regroupant chacun une vingtaine d'habitants. Des "modérateurs" viennent d'autres communes. On rassemble des données, on fait des expositions. Les groupes se réunissent pendant 6 mois environ à raison d'une réunion par mois et établissent une analyse diagnostic. Puis on invite les élus locaux (dont certains peuvent avoir participé aux réunions préparatoires) pour réfléchir à des solutions. Un groupe de pilotage (Kerngruppe) étudie les propositions. Les participants à ces réunions et groupes de travail varient selon les sujets traités. Ce sont surtout des hommes de 35-40 ans. Chaque année, le "miroir communal" a lieu dans 5 ou 6 communes.
- D'autres opérations sont plus ponctuelles et éventuellement complémentaires : les "projets d'avenir" (Zukunft Werkstätten) sont des réunions de réflexion d'une demi-journée concernant surtout les jeunes ; les "parcours" (Ortsbegehung) et "pistages" (Spurensuche) visent à améliorer l'aspect extérieur des villages (chemins, bâtiments) ; les "actions double photo" (Doppel-Dia-Aktion) consistent à photographier les lieux avant et après des travaux d'amélioration.
- S'y ajoutent d'autres opérations à caractère éducatif et culturel : les "semaines de formation" (Bildungswoche) consistent à organiser une conférence-débat publique chaque soir dans un village, en commençant et en terminant la semaine par une fête. Il s'en organise chaque année 600 dans le Land ; les "cycles de formations et loisirs" (Bildungs und Freizeit Runden) sont des cycles de cours de type Université Populaire là où il n'y en a pas ; les "expositions actives" (Aktivierende Ausstellungen) concernent le dessin, la peinture, la sculpture ; les 48 "musées de pays" (Heimatsmuseen) du Land promeuvent les arts et traditions populaires ; les "excursions" (Exkursionen) visent à faire connaître musées, théâtres et autres équipements culturels aux ruraux ; les "lettres aux parents" (Elternbriefe) sont des fiches éducatives adressées aux parents d'enfants de 0 à 6 ans ; les "écoles des parents" (Elternschulen) sont des cours ou conférences sur l'éducation des enfants, elles sont surtout fréquentées par des mères.

Dans les instances dirigeantes du Bildungswerk siègent des représentants de l'Etat, du Land, des communes, des chambres professionnelles, des partis politiques, qui contribuent à son financement.

Le Bildungswerk dispose de 20 salariés et s'appuie sur un réseau de bénévoles de terrain (dont un responsable par arrondissement et par commune) qui sont pour la plupart des enseignants.

L'activité du Bildungswerk demande un esprit d'ouverture, le sens de l'écoute et de la communication, en particulier pour travailler en bonne harmonie avec les élus des communes.

□

BONNES FEUILLES

Bernard Vogler vient de publier une "Histoire Culturelle de l'Alsace". Nous vous présentons la page qu'il consacre aux Universités Populaires d'Alsace.

L'ESSOR DES UNIVERSITES POPULAIRES

En 1945, l'Université Populaire Européenne reprend ses activités. Destinées surtout aux personnes en activité qui tiennent à affermir leur culture personnelle, ses orientations privilégiées sont les cours de langues, la connaissance de la région, l'initiation à la vie publique, la culture et la gastronomie. Elle se veut un ferment culturel original et actif dans le tissu social. A partir des années 1960 naît l'Université Populaire de Mulhouse, devenue par la suite Université Populaire du Rhin qui essaime progressivement dans les villes moyennes des deux départements. En 1978 est fondée la Fédération des Universités Populaires d'Alsace. Son but est de promouvoir l'éducation permanente des adultes, sans but directement professionnel, pendant les heures de loisirs. Elle comprend actuellement vingt-sept antennes et vingt mille adhérents, nombre qui les place au premier rang en France.

Depuis sa création, l'Université Populaire du Rhin met l'accent sur la promotion, la transmission et le développement de la culture régionale à travers l'enseignement du dialecte, de l'histoire de l'Alsace et des arts et traditions populaires. Elle contribue activement à une culture régionale vivante et inventive. La grande majorité de ses participants se situe dans une tranche d'âge allant de vingt-cinq à quarante-cinq ans. L'ensemble des catégories socioprofessionnelles y est représenté. Ses multiples activités, quatre cent cinquante au total, sont extrêmement diversifiées, allant du yoga à la culture régionale, en passant par les cours de langue et la mécanique auto. Ces universités se réfèrent aux Volkshochschulen allemandes et visent surtout les classes moyennes. A côté de celles-ci existent encore en 1993 l'Association de Loisirs et d'Education Permanente à Colmar (ALEP), l'Université Populaire d'Obernai et le GIC de Saverne. Ensemble les cinq organismes comptent près de trente mille membres.

*Histoire Culturelle de l'Alsace, du Moyen Age à nos jours Les très riches heures d'une région frontière
Bernard Vogler - Bibliothèque Alsacienne - Editions La Nuée Bleue*

COLLOQUE

UNIVERSITE POPULAIRE ET EUROPE

L'Association des UP de France vous invite à son prochain colloque national qui aura lieu à Vichy les 11 et 12 novembre 1995.

Trois invités

- ↳ Helmut HAUPT, Directeur de l'UP de Freiburg im Breisgau (Allemagne)
- ↳ Klaus BURRI, Directeur de l'UP de Bâle (Suisse)
- ↳ Marc JEANNERAT, Secrétaire Général des UP du Jura suisse (Suisse)

Deux ateliers

- ↳ **Gestion et comptabilité des associations**, avec Pierre RATELADE, Expert-Comptable, auteur de deux guides de gestion associative
- ↳ **Accueil des nouvelles UP**, par Christiane ARNOLD, responsable des UP locales en Alsace, et Piggy HENAFF, Présidente Fondatrice de l'UP de Montauban

Renseignements et inscriptions :

Denis Rambaud - UP du Rhin - 13 rue des Franciscains
Mulhouse 68100 - ☎ 89.46.48.48 - Fax 89.45.75.45
Marianne Charlot - Université Indépendante de Vichy
18 rue du 4 Septembre - Vichy 03200 - ☎ 70.97.62.07